

**Séance ordinaire du
jeudi 18 mai 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le dix huit mai, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Anne BRISSAUD ayant donné pouvoir à Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Isabelle MARSALA ayant donné pouvoir à Guy BARRAL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL.

**Autorisation de levée de la prescription quadriennale relative au versement de
cotisations RAFP**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Le régime de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique en faveur des fonctionnaires est un régime obligatoire créé par l'article 76-1 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 et fixé par le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et par un arrêté du 26 novembre 2004.

Ce régime permet le versement, en plus de la pension principale, d'une prestation additionnelle de retraite prenant en compte les primes et rémunérations accessoires versées aux fonctionnaires au cours de leur période d'activité.

Les modalités de régularisation des cotisations relatives à la RAFP sont précisées par lettre circulaire du 17 mai 2005 : « *il n'existe en principe aucune limite impartie aux employeurs pour procéder à un versement de cotisations rattachables à une rémunération accessoire correspondant à des services rendus au cours d'années antérieures.* ».

Cependant, aux termes de l'article 1er de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 « *Sont prescrites, au profit de l'État, des départements et des communes, sans préjudice des déchéances particulières édictées par la loi, et sous réserve des dispositions de la présente loi, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis. Sont prescrites, dans le même délai et sous la même réserve, les créances sur les établissements publics dotés d'un comptable public.* »

Toutefois, l'article 6 de la loi précitée prévoit que les créanciers des communes, entre autres, peuvent être relevés de tout ou partie de la prescription, « *à raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier* », par délibérations motivées prises par le conseil municipal.

Madame Christiane CONTE, agent détaché auprès des Maisons Pour Tous de 2001 à 2008, n'a pas cotisé auprès de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique sur la période de 2005 à 2008.

En l'espèce, les cotisations non versées sont prescrites en application de la règle posée à l'article 1^{er} de la loi n° 68-1250 et la créance du régime de RAFP à l'égard de la commune est éteinte.

Afin de permettre la prise en compte dans le calcul de la retraite additionnelle des années d'activités effectuées de 2005 à 2008 par Madame Christiane CONTE, il est proposé la levée de prescription quadriennale et le paiement auprès de la Caisse des dépôts et consignations des cotisations salariales et patronales pour un montant total de 1 826,96 € (mille huit cent vingt-six euros et quatre-vingt-seize centimes).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la levée de prescription quadriennale afin de permettre le paiement des cotisations salariales et patronales de Retraite Additionnelle au profit de Madame Christiane CONTE pour un montant total de 1 826,96 € (mille huit cent vingt-six euros et quatre-vingt-seize centimes),
- d'autoriser Monsieur le Maire à émettre le mandat de paiement correspondant,
- de demander à Madame la trésorière municipale d'exécuter le paiement,
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 19 mai 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170518-4790-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/05/17
Réception en Préfecture : 24/05/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.